

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4800 - Vendredi 24 Janvier 2025 - Prix : 200 Fc

SOMMET MONDIAL DE LA JEUNESSE :

Le développeur Mbae Fouad représentera les Comores



BUDGET DE LA FFC :

**Un milliard pour accompagner
les Cœlacanthes en 2025**

LIRE PAGE 5

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

23 Hadjab 1446

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Janvier 2025**

Lever du soleil:

05h 56mn

Coucher du soleil:

18h 40mn

Fadjr : 04h 44mn

Dhouhr : 12h 20mn

Ansr : 15h 55mn

Maghrib: 18h 43mn

Incha: 19h 57mn



PRODUCTION AGRICOLE :

Des engins pour les 3 CRDE de Mwali

Une cérémonie de remise d'équipements agricoles pour les CRDE (Centres Ruraux de Développement Agricole) de Mwali s'est tenue ce mercredi 22 janvier, à Mibani, dans la région de Djando. Les équipements remis comprenaient des tracteurs, des motoculteurs, des décortiqueuses et des broyeurs.

Dans le cadre du projet d'appui à la production agricole d'urgence (AEFPF-Comores), financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), dont l'objectif est de permettre au pays d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, les 3 CRDE de Mwali ont été dotés de matériels permettant de mécaniser la production agricole. Pour chaque CRDE, cela inclut un tracteur, un motoculteur, une décortiqueuse et un broyeur de maïs. La cérémonie de remise s'est déroulée à Mibani, siège du CRDE de la région de Djando, en présence

de nombreuses autorités politiques et techniques agricoles.

« Le projet prévoit une culture intensive de maïs, d'où l'octroi de ces décortiqueuses et broyeurs. Le maïs peut être utilisé sous diverses formes alimentaires et pourrait même pallier la pénurie de riz », a expliqué Chamsidine Abdallah Moilim, coordinateur régional du projet. Il a également appelé les responsables des CRDE à faire bon usage de ces équipements, précisant que ce sont eux qui doivent assurer leur maintenance. Le même message a été réitéré par la gouverneure de l'île, qui a insisté sur la pérennité de ces engins, soulignant qu'ils permettront de mener une culture intensive sur l'île grenier des Comores. « Je veillerai personnellement à l'entretien de ces équipements et, en cas de défaillance ou de disparition, le responsable devra s'expliquer devant la gendarmerie », a averti la gouverneure. Elle a ajouté que, dans ce pays, les projets ne manquent pas,



mais leur impact au sein de la population reste souvent faible.

« Cette fois-ci, la population doit sentir qu'il y a un changement. Nous suivons de près les aviculteurs et,

durant le mois de Ramadan, nous aurons de la viande blanche fraîche, non congelée », a-t-elle promis. Elle a conclu en précisant : « Pour les produits agricoles, je compte sur

vous, les CRDE et les grands producteurs de l'île, pour organiser une foire quotidienne durant la première quinzaine du Ramadan. »

Riwad

FAIT DIVERS :

Trois blessés graves après une fuite de gaz à Anjouan

Un incident malheureux a eu lieu ce mardi 21 janvier à Mutsamudu (Anjouan). Une fuite de gaz s'est déclenchée dans la soirée occasionnant un début d'incendie à l'usine de mise en bouteille de gaz butane, gérée par la société COMGAZ. Cet incident a fait cinq blessés dont trois graves.

Les premières informations relayées par le personnel médical indiquent que trois des victimes, souffrant de brûlures graves dues à la fuite de vapeur de gaz, seront transférées en Tanzanie pour recevoir des soins spécialisés.

L'hôpital local, en réponse à une demande de La Gazette des Comores, a confirmé que parmi les cinq blessés, trois se trouvent dans un état critique.

L'accident a suscité une vive réaction au sein de la population, ravivant les préoccupations concernant les normes de sécurité en vigueur pour les installations industrielles à risque. Les riverains, encore sous le choc, consultent les règlements de sécurité, se questionnant sur la fiabilité des mesures préventives mises en place.

L'incident souligne également la nécessité d'un contrôle rigoureux des installations similaires, surtout dans des zones densément peuplées. La société COMGAZ devra répondre

à des questions concernant les circonstances qui ont conduit à cette fuite, ainsi que sur les actions entreprises pour garantir la sécurité des employés et des habitants voisins. Heureusement, la société prend en charge l'évacuation et les soins des victimes traitées sur place grâce à son assurance.

Ce drame montre ô combien les risques inhérents à l'industrie et rappelle l'importance capitale d'un environnement de travail sécurisé. La communauté de Mutsamudu attend des autorités des réponses claires afin d'éviter qu'un tel événement tragique ne se reproduise.

Younes



Image d'illustration

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT EN CHARGE DU TOURISME

PROGRAMME « PACTE VERT ET BLEU -COMORES ULANGA NE MAESHA »
UNITE DE GESTION DU PROJET

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET

L'Union des Comores a reçu un financement de l'Union Européenne pour un montant de 20,4 millions euros pour le Programme « Pacte Vert et Bleu – Comores Ulanga ne Maesha-CUM » d'une durée de cinq (05) afin de contribuer à adresser des problématiques environnementales et alimentaires clés, en prenant en compte les spécificités territoriales et environnementales des îles de l'Union des Comores.

Pour la mise en œuvre du projet, le Ministère de l'Environnement en charge du tourisme a mis en place une Unité de Gestion pour l'exécution du projet, qui est dirigé par un Directeur national du projet. Afin d'étoffer son équipe, le Ministère de l'Environnement en charge du Tourisme, à travers l'UGP lance un appel à candidature pour le recrutement

* D'un(e) Comptable.

* D'un(e) assistante de direction ;

Toutes les personnes intéressées sont priées de demander les

termes de références (TDR) sur l'adresse email suivante : pvb.UGP@gmail.com

Les dossiers de candidatures devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté au poste ;
- Un curriculum vitae (CV) mis à jour ;
- Les copies certifiées des diplômes ;
- Les certificats et/ou attestations de travail ;

Les dossiers de candidatures sont à déposer au secrétariat de la Direction Générale de l'Environnement- Mdé Ex-CEFADER, sous plis fermé et à adresser à : **Monsieur le Directeur National, Régisseur de l'Unité Gestion du Programme Pacte Vert Bleu – Comores Ulanga ne Maesha – CUM** » avec la mention « RECRUTEMET au poste choisi »

LA DATE LIMITE DES DEPÔTS DES CANDIDATURES EST : MERCREDI 05 FEVRIER 2025

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSE: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

SOMMET MONDIAL DE LA JEUNESSE :

Le développeur Mbae Fouad représentera les Comores

L'Agence nationale de régulation des technologies de l'information et de la communication (ANRTIC), en collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), a dévoilé ce jeudi 23 janvier 2025 le lauréat du concours national visant à faire entendre la voix des jeunes dans le domaine des TIC. Après un processus de sélection rigoureux, Mbae Fouad, développeur web et étudiant à l'université des Comores, a été choisi pour représenter les Comores au Sommet Mondial de la jeunesse qui se tiendra à Cuba cette année.

L'Agence nationale de régulation des technologies de l'information et de la Communication (ANRTIC) a révélé, ce jeudi 23 janvier 2025, le nom du jeune talent qui représentera les Comores au Sommet Mondial de la

Jeunesse à Cuba. Mbae Fouad, développeur web et étudiant à l'Université des Comores, a été sélectionné grâce à un projet innovant de portail numérique visant à moderniser la gestion de l'université. Soutenu par l'ANRTIC et l'Union internationale des télécommunications (UIT), ce concours a exposé la créativité des jeunes comoriens dans le secteur des TICs.

Selon Taoufiki Mbae, directeur technique de l'ANRTIC, ce concours s'inscrit dans la dynamique mondiale de valorisation des jeunes innovateurs dans le secteur numérique. « L'UIT a initié ce projet pour encourager les jeunes à proposer des solutions concrètes dans le domaine des TIC, car ils sont à l'avant-garde de l'innovation et de l'évolution rapide des technologies » Les critères de sélection portaient notamment sur la faisabilité des projets, la capacité des candidats à

défendre leurs idées face à un auditoire international, ainsi que l'âge des participants, limité à 29 ans. Mbae Fouad a séduit le jury avec un projet visionnaire notamment la création d'un portail numérique pour l'Université des Comores. Ce portail centralisera toutes les applications liées à la vie universitaire. « Mon projet propose une interface web qui mettra en relation les étudiants, les enseignants et les partenaires. Les étudiants pourront s'inscrire en ligne, consulter leurs résultats et leurs emplois du temps. Les enseignants auront une plateforme dédiée à la recherche, et les services administratifs bénéficieront d'outils pour gérer la scolarité, les ressources humaines et la comptabilité », a expliqué le lauréat.

Il s'agit, selon lui, d'un projet ambitieux mais réaliste, qui nécessite des ressources conséquentes et une coordination méthodique pour

être déployé localement. Si ce projet est validé à l'échelle internationale, l'ANRTIC prévoit de le mettre en œuvre aux Comores, avec le soutien technique et financier de l'UIT. Le nouveau directeur de l'ANRTIC a tenu à souligner son engagement envers la jeunesse et l'importance de promouvoir les TIC comme levier de développement. « Le déplacement de Mbae Fouad à Cuba sera intégralement pris en charge, incluant les billets, les frais de séjour et les per diem. Il sera également accompagné par un cadre de l'ANRTIC pour cette mission, » a précisé Taoufiki Mbae.

L'ANRTIC espère que cette participation offrira une visibilité internationale aux talents comoriens et renforcera l'image des Comores dans le secteur des TIC. « Nous avons organisé ce concours pour donner une chance aux jeunes de briller sur la scène mondiale, mais

aussi pour encourager l'innovation locale. » Le Sommet Mondial de la Jeunesse, organisé tous les deux ans, est une initiative phare de l'UIT visant à impliquer les jeunes dans la réflexion sur l'avenir des TIC. « L'avenir des TIC, c'est la jeunesse. Ce sont eux qui portent les projets les plus innovants et qui ont la capacité de transformer nos sociétés, » a déclaré le directeur technique de l'ANRTIC. Pour Mbae Fouad, cette sélection est une opportunité unique : « Je suis honoré de pouvoir représenter mon pays et de défendre un projet qui, je l'espère, pourra améliorer le quotidien des étudiants et des enseignants comoriens. » Le départ pour Cuba marque donc le début d'une aventure prometteuse pour ce jeune développeur et pour l'ensemble du secteur des TIC aux Comores.

Mohamed Ali Nasra

FOIRE AGRICOLE :

Un marché agricole en cours d'organisation pour le Miraj

Le ministre de l'agriculture et les huit CRDE (Centres Ruraux de Développement Économique) de Ngazidja se préparent à organiser une foire agricole dans les locaux du Rotary, afin de faciliter la consommation de produits agricoles et avicoles, du 27 au 28 janvier prochain, en préparation du jeûne (Swahamwedja).

La population se prépare pour le Ramadan, prévu pour début mars. Toutefois, ce mois sacré est précédé par un jour de jeûne spécial, considéré comme une tradition pour les Comoriens. Ce jeûne (Swahamwedja), d'une grande importance pour la population, entraîne souvent une forte consommation dans les foyers. Afin de soutenir cette coutume, le ministère de

l'agriculture, en partenariat avec les huit CRDE de Ngazidja, organise une foire agricole et avicole du 27 au 28 janvier. « Nous tenons à organiser cette foire afin de permettre à la population de découvrir nos activités dans les CRDE. Ces derniers proposeront à la population des produits divers légumes et fruits, ainsi que des produits carnés comme de viande, la volaille, et autres. Cette foire s'inscrit dans le cadre du jeûne du jour de Miraj, une pratique religieuse annonçant l'arrivée du mois sacré », a déclaré Fouad, directeur de la stratégie agricole, lors d'une conférence de presse.

Il a exprimé son regret concernant les dégâts agricoles causés par le cyclone Chido : « Cette foire ne pourra pas avoir lieu dans les autres îles, car nous enregistrons une perte

importante dans nos CRDE à Ndzouani et à Mwali à la suite du passage du cyclone Chido. Toutefois, une mission agricole du ministère se rendra dans les îles sœurs pour trouver des solutions et permettre à nos concitoyens de consommer des produits agricoles et avicoles pendant le Ramadan », a rassuré le directeur de la stratégie agricole.

De son côté, le directeur de la chambre agricole a salué les efforts du gouvernement qui ont permis l'organisation de cette foire prévue pour la semaine prochaine. « Le gouvernement, à travers le projet PIDC, a fourni un accompagnement matériel considérable aux CRDE. Les résultats de cet accompagnement seront visibles dans les jours à venir. Nous rappelons que nos



CRDE disposent de magasins de stockage capables de conserver des produits. Ainsi, la population pourra également bénéficier de ces produits pendant le Ramadan », a-t-il ajouté. Les conférenciers ont laissé entendre que la population pourra souffler

et se ravitailler en produits agricoles et avicoles pendant la période du mois sacré, un mois marqué par les bienfaits du Seigneur en matière de nourriture.

Kamal Gamal

ISRAËL ET HAMAS :

Azali salue l'accord de cessez-le-feu

Le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, a salué l'accord de cessez-le-feu conclu récemment entre Israël et le Hamas. Cet accord prévoit la suspension des hostilités dans la Bande de Gaza et vise à faciliter l'échange d'otages contre la libération de prisonniers palestiniens entre les deux parties.

Le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, a exprimé son soutien à l'accord de cessez-le-feu récemment établi entre Israël et le Hamas ce lundi 20 janvier à Moroni. Cet engagement mutuel vise à mettre fin aux affrontements armés dans la

Bande de Gaza et à permettre l'échange de prisonniers et d'otages entre les deux camps. Dans un communiqué du lundi 20 janvier, le chef de l'État comorien a qualifié cet accord de « tournant majeur » dans une région durement éprouvée par plus de 15 mois de violence. Cet accord marque un pas significatif vers la fin des affrontements dans une zone dévastée par la guerre et les souffrances humaines.

Ce cessez-le-feu est perçu comme une opportunité non seulement pour apaiser les tensions, mais aussi pour jeter les bases d'une paix durable dans cette région. Le Président Azali a exprimé son optimisme quant à l'impact potentiel de

cet accord sur l'avenir du conflit israélo-palestinien. « Nous espérons qu'il ouvrira la voie à une solution pérenne au problème palestinien, notamment par la création d'un État Palestinien vivant en paix aux côtés d'Israël », a-t-il ajouté. Cette déclaration intervient dans un contexte de mobilisation internationale pour mettre fin à la crise humanitaire en Palestine et relancer les discussions sur une résolution durable du conflit israélo-palestinien. L'Union des Comores, solidaire de la cause palestinienne, soutient activement les efforts visant à garantir une coexistence pacifique entre les deux nations.

Avec cet accord, le Président

Azali insiste également sur la nécessité de poursuivre le dialogue pour éviter un retour des violences. Ce cessez-le feu marque un espoir pour des millions de personnes

affectées par le conflit, en rappelant l'importance de l'entente et de la diplomatie dans la résolution des crises.

Mohamed Ali Nasra

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 Mohamed Youssouf
 Sanaa Chouhour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Union des Comores
Ministère de l'environnement
Charge du tourisme



Cofinancé par
l'Union européenne

Le Projet Ulanga mali « Appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores » est co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE), qui a délégué la gestion des fonds à l'AFD. Le projet s'inscrit notamment dans la programmation UE 2021-2027 d'appui au Plan Comores Emergent (horizon 2030), en particulier sur le programme Pacte Vert et Bleu (PVB).

Le projet est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme (MET) de l'Union des Comores. Il est constitué d'une Unité de Gestion de Projet (UGP) basée à Moroni et disposant d'une antenne à Mohéli. Le projet implique également le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, en charge des Affaires Foncières et des Transports Terrestres (MATUAFTT) ainsi que le Parc National de Mohéli (PNM).

2- L'objectif global du projet est de contribuer à la gestion durable du territoire de l'Union des Comores, à la préservation des écosystèmes insulaires et à un développement socioéconomique inclusif et durable des populations des îles de Mohéli, Grande Comores et Anjouan. Trois objectifs spécifiques sont attendus :

- OS1. Renforcer le Parc National de Mohéli et identifier des sources de financement pérennes pour l'exercice de ses missions, à savoir, la conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales ;
- OS2. Contribuer à l'opérationnalisation du Schéma d'Aménagement Territorial (SAT) de Mohéli à travers une gestion intégrée des bassins versants vulnérables ; et
- OS3. Contribuer à une planification concertée de l'aménagement des territoires de Grande Comores et d'Anjouan, à travers l'élaboration des SAT de ces deux territoires.

3- Une partie du financement du projet est prévu de recruter le personnel de l'Unité de Gestion. Cet appel à candidature vise à recruter un **Chargé de mission Agriculture/Pêche** qui aura pour mission **d'assurer l'accompagnement technique relatif aux activités de promotion d'activités économiques en lien avec le secteur agricole, halieutique et d'élevage dans le cadre du Projet**, conformément aux orientations du document de conception et de l'accord de financement signé entre le Gouvernement des Comores et l'AFD, ainsi qu'avec l'UE dans le

cadre du Pacte Vert et Bleu (PVB).

4- PROFIL :

- Être de nationalité Comorienne.
- Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 en agronomie, agriculture ou équivalent.
- Attester d'au-moins 10 ans d'activités professionnelles dans l'accompagnement des acteurs ruraux à la promotion d'activités économiques génératrices de revenus et mises en œuvre dans une démarche de durabilité.
- Excellentes connaissances de l'approche systèmes d'exploitation, de la gestion intégrée de la ressource en eau, et de la planification participative.
- Avoir occupé un ou des postes au sein d'unités de coordination de projets, et fournir les attestations de fin de mission et/ou bilans d'activités concluants.
- Bonnes connaissances en informatique (Internet, Power point, Traitement de texte, Tableur, ...).
- Excellente maîtrise de la langue française (forte capacité de rédaction) ;

5. DOSSIERS

- Lettre de motivation
- Cv
- Diplôme et Certificat
- Liste de trois personnes de références
- Deux photos d'identité récentes

6- Les candidats intéressés à cet appel à candidature doivent déposer leurs dossiers au siège de l'UGP sis à **Mdé ex CEFADER de 8h à 15h du lundi au Jeudi et de 8h à 11h30 le vendredi**. Ils peuvent aussi retirer l'ensemble des TDR au siège de l'UGP à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7- Les candidats ont jusqu'au **vendredi 31 Janvier à 11h30 pour déposer leurs dossiers**.

8- Affectation : Mohéli / Fomboni avec déplacements à envisager à Grande Comores et Anjouan



Union des Comores
Ministère de l'environnement
Charge du tourisme



Cofinancé par
l'Union européenne

1- Le Projet Ulanga mali « Appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores » est co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE), qui a délégué la gestion des fonds à l'AFD. Le projet s'inscrit notamment dans la programmation UE 2021-2027 d'appui au Plan Comores Emergent (horizon 2030), en particulier sur le programme Pacte Vert et Bleu (PVB).

Le projet est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme (MET) de l'Union des Comores. Il est constitué d'une Unité de Gestion de Projet (UGP) basée à Moroni et disposant d'une antenne à Mohéli. Le projet implique également le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, en charge des Affaires Foncières et des Transports Terrestres (MATUAFTT) ainsi que le Parc National de Mohéli (PNM).

2- L'objectif global du projet est de contribuer à la gestion durable du territoire de l'Union des Comores, à la préservation des écosystèmes insulaires et à un développement socioéconomique inclusif et durable des populations des îles de Mohéli, Grande Comores et Anjouan. Trois objectifs spécifiques sont attendus :

- OS1. Renforcer le Parc National de Mohéli et identifier des sources de financement pérennes pour l'exercice de ses missions, à savoir, la conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales ;
- OS2. Contribuer à l'opérationnalisation du Schéma d'Aménagement Territorial (SAT) de Mohéli à travers une gestion intégrée des bassins versants vulnérables ; et
- OS3. Contribuer à une planification concertée de l'aménagement des territoires de Grande Comores et d'Anjouan, à travers l'élaboration des SAT de ces deux territoires.

3- Une partie du financement du projet est prévu de recruter le personnel de l'Unité de Gestion. Cet appel à candidature vise à recruter un **Chargé de mission SAT/Environnement** qui aura pour mission **d'assurer l'accompagnement technique relatif aux activités d'aménagement du territoire et de protection environnementale dans le cadre du Projet**, conformément aux orientations du document de conception et de l'accord de financement signé entre le Gouvernement des Comores et l'AFD, ainsi qu'avec l'UE dans le cadre du Pacte Vert et Bleu (PVB).

4- PROFIL :

- Être de nationalité Comorienne.
- Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 en aménagement forestier, gestion durable des ressources naturelles, gestion de l'environnement ou équivalent.
- Attester d'au-moins 10 ans d'activités professionnelles dans l'aménagement du territoire et/ou la restauration de paysages (terrestres et/ou côtiers).
- Excellentes connaissances de l'approche paysage, de la gestion intégrée des zones côtières, et de la planification participative.
- Avoir occupé un ou des postes au sein d'unités de coordination de projets, et fournir les attestations de fin de mission et/ou bilans d'activités concluants.
- Bonnes connaissances en informatique (Internet, Power point, Traitement de texte, Tableur, ...).
- Excellente maîtrise de la langue française (forte capacité de rédaction) ;

5. DOSSIERS

- Lettre de motivation
- Cv
- Diplôme et Certificat
- Liste de trois personnes de références
- Deux photos d'identités récentes

6- Les candidats intéressés à cet appel à candidature doivent déposer leurs dossiers au siège de l'UGP sis à **Mdé ex CEFADER de 8h à 15h du lundi au Jeudi et de 8h à 11h30 le vendredi**. Ils peuvent aussi retirer l'ensemble des TDR au siège de l'UGP à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7- Les candidats ont jusqu'au **vendredi 31 Janvier à 11h30 pour déposer leurs dossiers**.

8- Affectation : Mohéli/Fomboni avec déplacements à envisager à Grande Comores et Anjouan

BUDGET DE LA FFC :

Un milliard pour accompagner les Cœlacanthes en 2025

Cette année 2025, outre la participation des Cœlacanthes à la prochaine coupe d'Afrique des Nations, l'équipe doit passer le

cap de la qualification pour la prochaine coupe du monde de 2026 aux Amériques. Et pour passer ce cap, l'Etat, premier bailleur

des Verts sera de nouveau sollicité pour accompagner l'équipe vers cette qualification. Une tâche que ce dernier a toujours pris au sérieux, la dernière campagne pour la qualification à la CAN 2025 étant une parfaite illustration de la collaboration entre l'Etat et la Fédération.

C'est plus de la moitié du budget de la Fédération qui doit être absorbé par les activités de l'équipe nationale durant cette année 2025. La FFC a demandé une ligne budgétaire d'un peu plus d'un milliard de nos francs (1 291 228 000 kmf) à l'Etat pour l'accompagnement de l'équipe

nationale dans les six matches restants, comptant pour les qualifications pour la Coupe du Monde 2026. Si l'on fait un calcul basique, cela reviendra à un peu plus de 215 000 000 kmf pour chaque sortie des hommes de Stefano Cusin, le prix à payer pour permettre à l'équipe de rester au sommet du football continental. Dès le mois de mars, les Comores doivent affronter le Mali et la Tchad pour le compte de la 5e et 6e journées des éliminatoires de la coupe du monde.

L'annonce a été faite, lors de la dernière assemblée générale de la FFC tenue à Moroni mercredi dernier. Si l'Etat supporte presque toute la charge de l'équipe, la Caf et

la FFC y participent chacune à hauteur de 19 000 000 et de 30 000 000 millions, même si ces montants doivent tenir compte des dépenses des autres équipes nationales. Durant sa présentation, le chef du service financier de la FFC, Ahamadi Mouhoussouni a fait savoir que les subventions de la CAF vont désormais se chiffrer à hauteur de 350 000 USD, au lieu des 225 000, alors que les subventions de la FIFA sont estimées à 1 550 000 USD dont 1 250 000 USD en coût opérationnel. En tout, le budget prévisionnel est estimé 5.403.070 USD, soit 2.161 228 000 francs comoriens.

Imtiyaz



PATRIMOINE CULTUREL :

Les Sultanats comoriens bientôt au patrimoine mondial de l'UNESCO

Le président Azali Assoumani inscrit une nouvelle page pour le pays avec le dépôt, le 30 janvier 2025, du dossier de candidature des « Sultanats historiques des Comores » au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce projet, initié en 2007 sous la présidence d'Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, devient réalité grâce à l'engagement du Dr Mohamed Bajrafil, ambassadeur des Comores auprès de l'UNESCO, et au travail acharné du CNDRS en partenariat avec l'ICOMOS.

C'est un rêve qui va bientôt devenir réalité. Le 30 janvier prochain, les Comores franchiront une étape historique avec le dépôt du dossier de candidature pour l'inscription des « Sultanats historiques des Comores » au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cet événement, prévu avant 18h (heure de Paris), sera un moment de fierté nationale et de

reconnaissance internationale pour le pays. Depuis sa nomination en septembre 2021, Dr Mohamed Bajrafil, ambassadeur des Comores auprès de l'UNESCO, a joué un rôle clé dans cette démarche ambitieuse. Invité de l'émission matinale de l'ORTC du mercredi, il n'a pas caché sa satisfaction : « C'est la concrétisation d'un rêve collectif, un moment gratifiant pour notre nation. »

Le dossier, initié sous la présidence d'Ahmed Abdallah Mohamed Sambi en 2007, a nécessité des années de travail et de collaboration. Le CNDRS, en partenariat avec le Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS), a piloté ce projet. L'objectif est d'inscrire les villes historiques de Moroni, Ikoni, Itsandra, Mutsamudu, Domoni et Fomboni au patrimoine mondial. Dr Bajrafil a rendu hommage à ses prédécesseurs et aux acteurs ayant contribué à cette initiative. « Dix-huit ans



après, j'ai la chance d'être ici, mais beaucoup de personnes ont travaillé pour que ce rêve devienne possible », a-t-il déclaré, citant notamment les responsables du CNDRS, Damir Ben Ali et Dr Bourhane. Une mention spéciale a également été adressée au président actuel, « principal auteur » de cette avancée.

Depuis 2017, les Comores ont multiplié les efforts pour valoriser leur patrimoine culturel et naturel. Quatre sites figurent déjà sur leur liste indicative à savoir les écosystèmes marins de l'archipel, les écosystèmes terrestres et le paysage culturel, les Sultanats historiques, et le paysage culturel des plantations à

parfums des Îles de la lune. En mai 2018, l'UNESCO avait approuvé une assistance internationale pour soutenir la préparation du dossier des Sultanats historiques. En janvier 2024, l'organisation a réaffirmé son appui, témoignant de l'importance accordée au patrimoine comorien. « Maintenant que les Comores sont reconnues pour le cœlacanthe et leur présidence de l'Union africaine, nous serons bientôt connus pour notre patrimoine culturel », a souligné Dr Bajrafil avec émotion. Il a également appelé tous les Comoriens, où qu'ils se trouvent, à se mobiliser. « Comme nous avons célébré le cœlacanthe, il est temps de tripler nos manifestations de joie pour ce dossier. » Il encourage l'organisation de conférences et d'événements pour montrer l'enthousiasme de la nation et renforcer le lobbying avant le vote final prévu en juillet 2026.

Ibnou M. Abdou

LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS :

Drogue et alcool, une bombe à retardement

La consommation de drogue et la délinquance juvénile prennent de l'ampleur dans le pays. L'ONG Hifadhu à travers son chargé de communication Elarif Minhadjji lance un cri d'alarme sur ce fléau qui touche la jeunesse comorienne et met en danger son avenir.

La consommation d'alcool et de drogue, la montée de la délinquance juvénile voilà de quoi alerter l'ONG Hifadhu. Son responsable de la communication Elarif Minhadjji a exprimé une inquiétude face à un phénomène alarmant qui frappe la jeunesse comorienne. Selon ses propos, la consommation de drogue chez les jeunes

enfants devient un problème majeur, menaçant non seulement leur avenir, mais aussi celui de la nation. « Nous venons de découvrir qu'il y a un fléau suicidaire qui détruit l'avenir de notre pays. Nous sommes tous convaincus que l'enfant d'aujourd'hui est le responsable de demain. Pourtant, il y a deux ans déjà, on a alerté les pouvoirs publics que la consommation de drogue devient fréquente, parfois dès l'âge de sept ans. Ce phénomène nous inquiète énormément », a-t-il déclaré avec gravité.

M. Minhadjji a révélé que les méthodes utilisées pour droguer les enfants sont particulièrement inquiétantes et cruelles. « On drogue les enfants en mettant des substances

dans leurs boissons, mais la situation a pris une nouvelle dimension. Désormais, on verse de l'alcool dans les grillades que les enfants consomment, sans qu'ils en aient conscience », a-t-il expliqué. Cette tendance touche particulièrement les jeunes à proximité des établissements scolaires et au sein même des écoles, ces comportements sont observés lors des manifestations culturelles et événements publics. Il a également souligné les efforts de sensibilisation que l'ONG mène sur le terrain. « En tant que responsable, je me rends sur les plages et dans les établissements scolaires pour discuter avec les jeunes, leur expliquer les dangers de la drogue. Nous avons constaté que le

comportement des enfants, en particulier lors des manifestations culturelles, reflète l'ampleur du problème. Nous menons actuellement des enquêtes pour mieux comprendre cette situation ».

Le constat est alarmant. La drogue, couplée à la violence, est un véritable fléau qu'il faut combattre. Pour cela, Minhadjji appelle à une action concertée de tous les acteurs concernés. « Je lance un appel solennel à tous les acteurs relatifs à l'éducation de l'enfant dans le milieu scolaire, ainsi qu'aux partenaires comme la gendarmerie, et tous ceux qui œuvrent pour la protection de nos enfants. Il est urgent de s'unir pour faire face à ce fléau, sinon nous risquons de

basculer dans une société de délinquance ». Il a même partagé des témoignages bouleversants : « J'ai enregistré le cas d'un enfant de 10 ans, violé par son enseignant, qui a été ensuite victime de violences sexuelles, ce qui a mené à une grossesse quand elle a atteint à l'âge de 15 ans. Ce drame est lié à la consommation de drogue ». Ce constat, selon lui, est un avertissement sur la situation critique de la jeunesse comorienne. Et Minhadjji de conclure : « Ce phénomène est une bombe à retardement pour l'avenir de notre pays. Il est impératif d'agir maintenant pour protéger notre jeunesse ».

Mohamed Ali Nasra



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN
PROJET INTERCONNECTIVITE MARITIME DES COMORES

Sélection des CONSULTANTS PAR LES Emprunteurs de la Banque Mondiale

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un Auditeur Externe pour l'Audit des Comptes du Projet Inter Connectivité Maritime des Comores (PICMC)

Date de l'avis : 13 janvier 2025

1-Contexte

Le gouvernement de l'union des Comores a bénéficié d'un financement conjoint de la Banque mondiale (fond IDA), la Banque Africaine de Développement, de la Banque Islamique de Développement et l'Agence Française de Développement pour mettre en œuvre le « Projet Connectivité Inter-Iles des Comores (PICMC) », y compris le SOP1 et le SOP2.

Le PICMC a pour objectif d'améliorer la connectivité et de la sécurité du transport maritime entre les îles, tant du point de vue physique qu'institutionnel, afin de mieux relier les populations et de contribuer à leur intégration aux marchés intérieurs des Comores tout en renforçant la cohésion sociale.

Le projet est structuré autour de quatre composantes :

- Composante 1** : Amélioration de la résilience climatique des infrastructures portuaires
- Composante 2** : Sécurité du transport maritime : Ports secondaires et programme pilote de nouveaux bateaux à passagers
- Composante 3** : Appui à la mise en œuvre et renforcement des capacités
- Composante 4** : Intervention d'urgence contingente

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le PICMC compte contractualiser avec un Consultant pour l'élaboration de l'audit externe des exercices comptable 2024, 2025, et 2026.

2-Objectif de la mission

L'objectif de l'audit des états financiers est de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur la situation financière du Projet dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Connectivité Inter-Iles des Comores (PICMC) ainsi qu'il ressort des états financiers établis sur la base des informations financières. Il s'assurera que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte des objectifs de développement. Les livres comptables du Projet servent de base à la préparation des états financiers et sont établis pour refléter les transactions financières relatives au projet.

Les périodes concernées par l'audit sont :

- * 1er exercice : exercice clos le 31 décembre 2024,
- * 2ème exercice : exercice clos le 31 décembre 2025
- * 3ème exercice est l'exercice clos le 31 décembre 2026.

3-Profils et qualifications

Le Consultant doit être (i) un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, indépendant et faisant profession habituelle de réviser les comptes, (ii) régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts-Comptables

membre de l'IFAC, (iii) jugé acceptable par la Banque. Le Cabinet doit avoir une expérience confirmée en audit financier de projets de développement, notamment ceux par les bailleurs de fonds internationaux.

(i) Le cabinet doit être indépendant de l'entité chargée de la gestion du fonds du Crédit qui doit faire l'objet de l'audit ainsi que des personnes qui l'ont signé.

(ii) Il doit présenter son statut juridique : la situation des associés et les dispositions de limitation de responsabilité figurant dans les statuts du cabinet.

(iii) Le cabinet doit confirmer qu'aucun conflit d'intérêts ou manque d'indépendance ne s'oppose à sa nomination.

Le cabinet devra compter dans son équipe, au minimum le personnel ci-dessous:

* **Un (01) Auditeur** associé signataire ou cosignataire du rapport, titulaire du diplôme d'expertise comptable, régulièrement inscrit au tableau d'un Ordre des experts-comptables membre de l'IFAC, et ayant au moins cinq (5) années d'expérience comme associé ;

* **Un (01) Chef de mission**, un Expert-Comptable diplômé justifiant d'au moins 5 ans d'expérience d'audit financier et ayant une bonne connaissance des procédures de gestion fiduciaire et audits de projets, et ayant également participé comme chef de mission à au moins 5 missions d'audit des projets financés par les partenaires de développement dans les 10 dernières années.

4-La mission est prévue pour **une durée de 21 jours** par exercice et le délai final d'intervention sera laissé à l'appréciation de l'auditeur selon son évaluation des risques.

5-Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Cinquième version Septembre-2023 « Sélection au Moindre Coût (SMC) »).

6-Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08 heures 30 min à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.

7-Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **vendredi 31 janvier 2025 à 14 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores)** ; adressé à Monsieur le Coordinateur du Projet PICMC « **Manifestation d'intérêt N°2025/01-01/MTMA/PICMC/SC/SMC/Audit externe** »

8-Projet Inter Connectivité Maritime des Comores - Moroni Coulée –
Route Garage Mrikao-Tél : +269733-21-63 - Email :
connectivitecomoros@gmail.com copie à
rpm.connectivitecomoros@gmail.com.